



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Banque Centrale de la République de Guinée

Rapport du commissaire aux comptes sur les états financiers

Exercice clos le 31 décembre 2017

Banque Centrale de la République de Guinée

12, avenue du Commerce
Conakry
République de Guinée

Ce rapport contient 24 pages

Référence : VF-18-02-80



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Banque Centrale de la République de Guinée

Siège social : 12, avenue du Commerce
Conakry
République de Guinée

Rapport du commissaire aux comptes sur les états financiers

Exercice clos le 31 décembre 2017

Mesdames, Messieurs,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque Centrale de la République de Guinée (« *La Banque* »), comprenant le bilan au 31 décembre 2017, ainsi que le compte de résultat pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers contenant un résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives y afférentes.

A notre avis, les états financiers ci-joints ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au plan comptable adopté par la Banque Centrale tel que précisé dans les notes 3 et 4 de l'annexe des états financiers pour la période close le 31 décembre 2017.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque conformément aux règles d'éthique qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la Direction. Les autres informations comprennent les éléments contenus dans la note au Conseil d'Administration, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport d'audit sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre obligation consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant la gouvernance sur les états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de mettre la Banque en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux personnes constituant la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la Banque.

Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire la Banque à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les états financiers, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements les sous-tendant d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère.

Nous communiquons aux personnes constituant la gouvernance notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constats importants, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevés lors de notre audit.

Paris La Défense, le 29 juin 2018

KPMG S.A.



Valéry Foussé
Associé

| En milliards de francs guinéens | | 2017 | 2016 |
|--|----------------|-------------------|-------------------|
| Or et argent monétaires | <i>Note 5</i> | 83,589 | 76,600 |
| Disponibilités en devises (hors relation avec le FMI) | <i>Note 6</i> | 4 105,542 | 3 613,483 |
| Avoirs auprès du FMI | <i>Note 7</i> | 4 660,675 | 4 061,232 |
| Créances sur l'État | <i>Note 8</i> | 8 734,621 | 8 106, 325 |
| Créances sur les établissements de crédits | <i>Note 9</i> | 0 | 0 |
| Créances sur la clientèle non bancaire | <i>Note 10</i> | 18,178 | 0,446 |
| Autres actifs | <i>Note 11</i> | 2 954,887 | 2 255,895 |
| Valeurs immobilisées | <i>Note 12</i> | 264,809 | 257,014 |
| Titres de participation | | 84,307 | 81,221 |
| Autres immobilisations | | 180,502 | 175,794 |
| TOTAL ACTIF | | 20 822,302 | 18 370,995 |

| En milliards de francs guinéens | | 2017 | 2016 |
|---|----------------|-------------------|-------------------|
| Billets et monnaie en circulation | <i>Note 13</i> | 7 324,627 | 6 659,433 |
| Engagement en devises (hors relation avec le FMI) | <i>Note 6</i> | 150,475 | 93,888 |
| Engagement envers le FMI | <i>Note 7</i> | 5 489,491 | 5 190,485 |
| Engagement envers l'État | <i>Note 8</i> | 780,080 | 631,535 |
| Engagement envers les établissements de crédits | <i>Note 9</i> | 3 003,715 | 2 751,010 |
| Engagement envers la clientèle non bancaire | <i>Note 10</i> | 785,040 | 686,168 |
| Autres passifs | <i>Note 11</i> | 2 803,768 | 2 008,786 |
| Provisions pour risques et charges | <i>Note 14</i> | 6,266 | 8,608 |
| Capitaux propres | <i>Note 15</i> | 478,831 | 341,083 |
| Capital social | | 200,000 | 200,000 |
| Réserve et report à nouveau | | 127,703 | 5,012 |
| Écart de réévaluation Or et argent monétaires | | 20,968 | 13,380 |
| Résultat de l'exercice | | 130,160 | 122,691 |
| TOTAL PASSIF | | 20 822,301 | 18 370,996 |

| En milliards de francs guinéens | | 2017 | 2016 |
|---|----------------|-----------------|-----------------|
| Produits d'intérêts | <i>Note 16</i> | 460,705 | 463,855 |
| Charges d'intérêts | <i>Note 16</i> | - 9,857 | -1,988 |
| Gains et pertes de changes | <i>Note 17</i> | 9,435 | -74,098 |
| Autres Commissions | <i>Note 18</i> | 45,457 | 36,355 |
| PRODUITS NET BANCAIRE | | 505,740 | 424,124 |
| Produits d'exploitation non bancaires | | 18,403 | 17,648 |
| Charges d'exploitation | | -468,177 | -463,222 |
| Frais de personnel | | -187,793 | -163,812 |
| Frais de fabrication des signes monétaires | | -66,821 | -117,439 |
| Achats, Services extérieurs et charges diverses | | -181,637 | -148,270 |
| Impôts et taxes | | -2,538 | -1,540 |
| Dotations aux amortissements | | -29,388 | -32,161 |
| Reprise et dotations sur dépréciation des actifs | <i>Note 19</i> | -82,687 | -31,460 |
| Reprises | | 8,033 | 19,428 |
| Dotations | | -90,720 | -50,888 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | -26,721 | -55,803 |
| Résultat exceptionnel | <i>Note 20</i> | 156,881 | 178,496 |
| Produits exceptionnels | | 162,404 | 797,439 |
| Charges exceptionnelles | | -5,523 | -618,943 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 130,160 | 122,693 |

BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE
Notes annexes aux états financiers
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

NOTE 1. ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE

La Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) est une institution dotée de la personnalité morale, de l'autonomie financière et de gestion, dont le capital est entièrement détenu par l'État.

Elle reçoit de l'État la mission générale de veiller sur la création, la circulation ainsi que la défense de la valeur de la monnaie nationale. Son objectif principal est d'atteindre et de maintenir la stabilité des prix. Pour atteindre cet objectif, elle détermine et met en œuvre la politique monétaire, et dispose de toutes possibilités d'intervention indirecte pour agir sur la liquidité bancaire en particulier par la fixation des conditions de refinancement des établissements de crédit, l'imposition des réserves obligatoires, les mécanismes d'Open Market et, le cas échéant, l'émission de ses propres titres.

La Banque Centrale est l'agent du Trésor pour ses opérations de banque et de crédit en République de Guinée et à l'étranger. À ce titre, elle détient et gère les réserves de change pour le compte de l'État.

NOTE 2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice 2017 a été marqué par les principaux événements suivants :

- La validation d'un accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit en faveur de la Guinée pour un montant de 120,488 millions de DTS soit environ 170 millions de dollars à la suite des discussions entre les Autorités guinéennes et les services du FMI à Conakry du 31 juillet au 15 août 2017 ;
- La poursuite des travaux de conversion des états financiers de la Banque Centrale aux normes IFRS;
- La dépréciation du cours du dollar américain suite à une légère appréciation du taux de change.

NOTE 3. REFERENTIEL COMPTABLE

Les opérations sont comptabilisées et présentées selon les règles et méthodes comptables définies par le plan comptable adopté par la BCRG par référence aux principes généralement admis pour la comptabilisation des opérations de Banque, adaptés aux spécificités des opérations de Banque Centrale, tels que décrits ci-après.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques, à l'exception de l'or monétaire et l'argent fin qui sont évalués selon les modalités décrites ci-dessous.

La monnaie fonctionnelle et de présentation est le Franc Guinéen (GNF).

Les états financiers et leurs notes annexes sont présentés en milliards de GNF.

NOTE 4. PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION

Les principales méthodes comptables de la Banque Centrale sont résumées ci-dessous. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été mises en œuvre de manière uniforme pour tous les exercices présentés.

a. Avoirs en or et en argent

Le stock d'or monétaire et l'argent fin sont évalués trimestriellement en fonction des cours de l'once sur la place de Londres. Les écarts de réévaluation positifs qui en résultent sont comptabilisés dans un compte d'écart de réévaluation présenté au sein des capitaux propres.

Le stock d'or brut est maintenu à son prix d'acquisition dans l'attente de l'affinage pour transformation en or monétaire et argent fin.

En cas de moins value latente par rapport au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation des avoirs en or et en argent est comptabilisée par la contrepartie du compte de résultat.

b. Conversion des monnaies étrangères

Les avoirs et engagements en devises sont évalués au cours de clôture de l'exercice pour les opérations de bilan et au cours du jour de la transaction pour les opérations de résultat. Les gains ou pertes de changes latents et réalisés sont comptabilisés au compte de résultat.

Les cours suivants ont été retenus pour la conversion des principales devises au 31 décembre 2017 :

1 USD = 9 006,3592 GNF
1 EUR = 10 748,1865 GNF

c. Dépréciation des actifs financiers

Les actifs financiers (créances et titres du portefeuille) pour lesquels il existe des indications objectives de perte de valeur sont réévalués à la valeur recouvrable nette. Le montant de la perte de valeur est constaté par une dépréciation de la valeur comptable, par la contrepartie du compte de résultat.

d. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition sous déduction des amortissements et des pertes de valeurs éventuellement constatées par dépréciation.

Les terrains ne sont pas amortissables. Les autres immobilisations sont amorties selon le mode linéaire à partir de la date de mise en service sur la base des durées d'usage suivantes :

Progiciels : 15 ans
Immeubles : 20 ans
Agencements, aménagements, installations techniques : 10 ans
Matériels d'exploitation : 10 ans
Autres matériels : 4 à 5 ans

e. Circulation fiduciaire

Les billets et monnaies non encore émis sont comptabilisés en stock pour leur coût d'acquisition.

Lors de leur émission, les billets et monnaies sont enregistrés pour leur valeur faciale au passif du bilan et leur coût d'acquisition est transféré au compte de résultat.

La valeur faciale des coupures n'ayant plus cours légal, et qui n'ont pas été présentées au remboursement par leurs porteurs à l'échéance de la période d'échange, est enregistrée en résultat exceptionnel. Les coûts de stockage et de destruction des coupures retirées de la circulation sont provisionnés jusqu'à la destruction totale.

f. Avantages du personnel

Les avantages à court terme comprennent les salaires, les primes, les congés annuels, les prestations pour soins de santé et autres avantages en nature gérés par la Direction de la Logistique. Ils sont inscrits en charges de l'exercice au cours duquel les services correspondants ont été rendus aux agents de la Banque.

Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les indemnités de départs à la retraite et sont comptabilisés en charges d'exploitation de l'exercice au cours duquel ils ont été perçus par leurs bénéficiaires. Aucune provision pour charges n'est comptabilisée.

Il est important de rappeler qu'une caisse de retraite complémentaire a été créée en octobre 2013. Après une contribution exceptionnelle de GNF 5 milliards par la Banque Centrale suite à la décision du Conseil d'Administration du 28 juin 2013, cette caisse est désormais alimentée de la façon suivante :

- 20% de cotisation patronale
- 10% de part ouvrière.

De 2016 à 2017, l'actif net disponible de la Caisse de retraite a évolué de GNF 60.535.060.891 pour se situer à GNF 76.130.260.199 au 31/12/2017, soit une hausse de GNF 13.760.605.432. Cette hausse s'explique essentiellement par les cotisations patronales et ouvrières.

Il est important de préciser qu'un montant de GNF.5.746.570.752 correspondant à des cotisations prélevées n'avait pas encore été encaissé au 31 décembre 2017.

Au cours de l'exercice 2017, la Caisse de retraite a payé GNF 1.775.269.163 au titre des pensions de l'exercice. Les opérations exécutées dans le cadre de cette caisse sont récapitulées dans le tableau ci-dessous.

| Exercice | Revenus | | | Total | Dépenses | | | Total | Actif net de la Caisse de retraite |
|----------|-------------------------|-----------------|--------------------------------|----------------|------------------|---------------------------------|-----------------------|-----------------|------------------------------------|
| | Cotisations | | Intérêts perçus sur placements | | pensions versées | Frais sur paiement des pensions | Pension à régulariser | | |
| | Patronales et Ouvrières | Subvention BCRG | | | | | | | |
| 2 013 | 3 909 707 088 | | | 3 909 707 088 | | | | - | 3 909 707 088 |
| 2 014 | 17 625 152 609 | 5 000 000 000 | | 22 625 152 609 | | | | - | 26 534 859 697 |
| 2 015 | 15 786 868 818 | | 2 134 994 296 | 17 921 863 114 | - 875 526 540 | -28 438 321 | 5 371 314 | - 898 593 547 | 43 558 129 264 |
| 2 016 | 16 340 550 876 | | 1 785 072 599 | 18 125 623 475 | - 1 094 958 070 | -48 362 464 | - 5 371 314 | - 1 148 691 848 | 60 535 060 891 |
| 2 017 | 17 370 468 471 | | - | 17 370 468 471 | - 1 742 743 726 | -41 870 115 | 9 344 678 | - 1 775 269 163 | 76 130 260 199 |

NOTE 5. OR MONÉTAIRES ET ARGENT FIN

Les avoirs en or et en argent monétaires sont détenus auprès de correspondants étrangers.

| Or et argent monétaires | | 2017 | 2016 |
|---|------------------|---------------|---------------|
| Stock détenu (onces) | Or monétaire | 7 104,923 | 7 104,923 |
| | Argent monétaire | 5 568,5 | 5 568,5 |
| Valeur de marché (GNF) | Or monétaire | 82,962 | 75,973 |
| | Argent monétaire | 0,627 | 0,627 |
| TOTAL DES VALEURS DE MARCHÉ | | 83,589 | 76,600 |
| Écart de réévaluation (GNF) | Or monétaire | 20,890 | 13,312 |
| | Argent monétaire | 0,068 | 0,068 |
| TOTAL DES ECARTS DE REEVALUATION | | 20,968 | 13,380 |

Au 31 décembre 2017, le stock d'or monétaire est de 7.104,923 onces valorisées au cours de 1.296,50 USD par once. Au cours de l'année 2017, la BCRG n'a effectué aucune transaction sur l'or et l'argent monétaire.

NOTE 6. DISPONIBILITES ET ENGAGEMENTS EN DEVISES

| Disponibilités en devises | | 2017 | 2016 |
|--|-------------------------|------------------|------------------|
| Caisses en devises | | 1 141,398 | 1 357,990 |
| Avoirs chez les correspondants | A vue | 1 159,057 | 2 043,480 |
| | A terme* | 1 621,253 | 0,111 |
| | TOTAL | 2 780,310 | 2 043,591 |
| Valeurs à l'encaissement | Chèques en recouvrement | 183,833 | 193,738 |
| | Espèces en transit | 0 | 0 |
| | TOTAL | 183,833 | 193,738 |
| Avances et acomptes aux fournisseurs étrangers | | 0 | 18,164 |
| TOTAL DES DISPONIBILITES EN DEVISES | | 4 105,542 | 3 613,483 |
| Ventilation par devises | USD | 2 546,371 | 2 082,149 |
| | EUR | 1 486,980 | 1 477,457 |
| | Autres | 72,191 | 53,878 |
| | TOTAL | 4 105,542 | 3 613,483 |

* L'intégralité des placements à terme est inférieure à trois mois.

Les disponibilités en devises sont principalement constituées de comptes à vue, à terme ouverts chez des correspondants et les encaisses en devises à la Banque Centrale.

| Engagements en devises | | 2017 | 2016 |
|---|-----------------------------|----------------|---------------|
| Dettes financières | Emprunts | 0 | 0 |
| | Capital souscrit non libéré | 0 | 0 |
| | Autres | 15,243 | 15,591 |
| | TOTAL | 15,243 | 15,591 |
| Autres engagements | Organismes bilatéraux | 105,158 | 59,797 |
| | Autres | 2,319 | 5,890 |
| | TOTAL | 107,477 | 65,687 |
| Fonds de contrepartie | | 27,755 | 12,609 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS EN DEVISES | | 150,475 | 93,887 |
| Ventilation par devises | USD | 15,720 | 20,553 |
| | EUR | 0,578 | 0,123 |
| | Autres | 134,177 | 73,211 |
| | TOTAL | 150,475 | 93,887 |

Les dettes en devises comprennent le capital souscrit non appelé et non libéré de la participation de la Banque Centrale dans le capital d'Afreximbank. Les autres engagements sont des dépôts réalisés par des institutions régionales ou internationales auprès de la Banque Centrale.

NOTE 7. RELATIONS AVEC LE FMI

| Relations avec le FMI | | 2017 | 2016 |
|-------------------------------------|---|------------------|------------------|
| Actifs | Disponibilités en DTS | 1 976,627 | 1 694,669 |
| | Souscription au FMI | 2 684,048 | 2 366,563 |
| TOTAL DES ACTIFS LIES AU FMI | | 4 660,675 | 4 061,232 |
| Passifs | Contrepartie des allocations de DTS | 1 311,083 | 1 266,756 |
| | Dette au titre de la Facilité Élargie de Crédit | 1 831,964 | 1 557,264 |
| | Comptes n°1 et n°2 | 2 346,444 | 2 366,465 |
| | TOTAL DES PASSIFS LIES AU FMI | 5 489,491 | 5 190,484 |

La souscription de la Guinée au capital du FMI est de DTS 133.875.000 au 31 décembre 2017 soit GNF 2 684,048 milliards contre 2 366,563 milliards en 2016. Cette hausse s'explique principalement par la réévaluation de nos avoirs auprès du FMI au 30 avril de chaque année (fin de l'exercice financier du Fond Monétaire International).

Les disponibilités en DTS sont des avoirs détenus essentiellement à fin de rembourser les emprunts de la Banque Centrale auprès du FMI.

Le capital restant dû au titre de la Facilité Élargie de Crédit donnera lieu aux remboursements échelonnés jusqu'en 2022.

Le compte N° 1 enregistre la quote-part de la Guinée au capital du FMI versée en francs guinéens. Le compte n° 2 est un compte ordinaire destiné à assurer le fonctionnement des services du FMI en Guinée.

NOTE 8. CREANCES ET ENGAGEMENTS ENVERS L'ÉTAT

| Créances et engagements envers l'Etat | | 2017 | 2016 |
|--|-----------------------------------|------------------|------------------|
| Créances | Comptes ordinaires débiteurs | 2 476,621 | 1 848,325 |
| | Titres d'Etat | 6 258,000 | 6 258,000 |
| | Intérêts courus sur titres d'Etat | | |
| TOTAL DES CRÉANCES SUR L'ETAT | | 8 734,621 | 8 106,325 |
| Engagements | Comptes ordinaires créditeurs | 780,080 | 631,533 |
| | Autres engagements | 0,011 | 0,002 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS ENVERS L'ETAT | | 780,091 | 631,535 |

Les comptes ordinaires de l'administration centrale et locale sont ouverts dans les livres de la Banque Centrale dans le cadre de sa mission d'agent du Trésor. Ces comptes ne donnent pas lieu à de rémunération.

Les titres d'État sont issus des opérations de titrisation des comptes débiteurs de l'administration centrale. Ce sont :

- Convention de titrisation du 30 avril 2013 comprenant :
 - Une ligne de crédit de GNF 5 642 milliards à **3,476 %** échéance 2052 avec un différé d'amortissement de 10 ans ;
- Convention de titrisation du 23 février 2017 comprenant une ligne de crédit de GNF 1 702, 47 milliards amortissable linéairement sur 5 ans portant intérêt au taux moyen du marché des bons du Trésor.

NOTE 9. CREANCES ET ENGAGEMENTS ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT

Les créances et les engagements envers les établissements de crédit comprennent les opérations effectuées par la Banque Centrale dans le cadre de la politique de régulation de la liquidité monétaire, ainsi que les comptes ordinaires débiteurs et créditeurs en francs guinéens et en devises ouverts par les banques primaires agréées en République de Guinée.

| Créances et engagements sur les établissements de crédit | | 2017 | 2016 |
|---|----------------------------------|------------------|------------------|
| Créances | Prêts sur le marché monétaire | 0 | 0 |
| | Titres et effets pris en pension | 0 | 0 |
| | Comptes ordinaires débiteurs | 0 | 0 |
| | Provisions pour dépréciation | 0 | 0 |
| TOTAL DES CREANCES | | 0 | 0 |
| Engagements | Emprunts sur le marché monétaire | 0 | 0 |
| | Titres et effets mis en pension | 0 | 0 |
| | Comptes ordinaires créditeurs | 3 003,715 | 2 751,010 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS | | 3 003,715 | 2 751,010 |

NOTE 10. CREANCES ET ENGAGEMENTS ENVERS LA CLIENTELE NON BANCAIRE

La clientèle non bancaire comprend les entreprises privées, les entreprises publiques et mixtes, les particuliers principalement les cadres de la Banque Centrale, les titres de placement, ainsi que les valeurs en recouvrement en francs guinéens.

| Créances et engagements sur la clientèle non bancaire | | 2017 | 2016 |
|---|-----------------------------------|----------------|----------------|
| Créances | Comptes ordinaires débiteurs | 4,167 | 6,431 |
| | Titres de placement | 0 | 0 |
| | Autres Créances | 21,230 | 1,886 |
| | Provisions pour dépréciation | -7,219 | -7,871 |
| TOTAL DES CREANCES SUR LA CLIENTELE NON BANCAIRE | | 18,178 | 0,446 |
| Engagements | Comptes ordinaires créditeurs | 785,040 | 686,168 |
| | Comptes des projets et programmes | 0 | 0 |
| | Autres comptes de dépôt | 0 | 0 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS ENVERS LA CLIENTELE NON BANCAIRE | | 785,040 | 686,168 |

NOTE 11. AUTRES ACTIF

Les autres actifs comprennent les avances accordées au personnel, les avances aux fournisseurs, les stocks de fournitures et de billets non encore émis, ainsi que les comptes de régularisation.

| Autres actifs | | 2017 | 2016 |
|--------------------------------|--|------------------|-------------|
| Créances d'exploitation | Avances au personnel | 31,144 | 25,976 |
| | Dépréciation des avances au personnel | -5,093 | -7,119 |
| | Avances aux fournisseurs | 244,547 | 118,619 |
| | Débiteurs divers | 0,131 | 2,408 |
| Stocks | Fournitures consommables | 19,245 | 7,469 |
| | Or non monétaire et matières précieuses | 17,628 | 1,521 |
| | Billets et jetons | 89,056 | 56,639 |
| Comptes de régularisation | Charges payées d'avance et produits à recevoir | 160,543 | 104,502 |
| | Dépenses et débits à régulariser | 54,598 | 120,426 |
| | Provision pour Dépréciation Comptes de liaison Siège - Agences | - 22,016 | -21,544 |
| | Chèque et virement à payer | 0 | 0 |
| | Autres comptes de régularisation | 1 908,426 | 1 769,132 |
| | Compte de passage entre entités comptables et comptes de suspens | 0 | 0 |
| | Provision pour Dépréciation sur les comptes de débiteurs divers | 577,792 | 117,168 |
| | | -121,112 | -39,301 |
| TOTAL DES AUTRES ACTIFS | 2 954,887 | 2 255,895 | |

| Autres passifs | | 2017 | 2016 |
|---|--------------------------------------|---|------------------|
| Dettes d'exploitation | Rémunération à payer | 3,958 | 0,621 |
| | Charges sociales à verser | 0,527 | 0,024 |
| | Retenues sur traitements et salaires | 0,247 | 0,247 |
| | Versement forfaitaire | 0 | 0 |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 42,165 | 23,550 |
| | Retenues sur salaires du personnel | 8,535 | 0,379 |
| | Comptes de régularisation | Charges à payer et produits perçus d'avance | 0 |
| Recettes /crédits à régulariser | | 245,020 | 67,591 |
| Valeurs à l'encaissement non disponibles | | 0,179 | -0,303 |
| Dépôts et cautions reçus | | 9,776 | 9,876 |
| Comptes de liaison Agences (CDL) | | 0,379 | 0,379 |
| Chèques et virement à payer | | 98,103 | 14,295 |
| Comptes de passage entre entités comptables et comptes de suspens | | 2 394,878 | 1 892,128 |
| TOTAL DES AUTRES PASSIFS | | 2 803,767 | 2 008,787 |

Les autres passifs comprennent les dettes envers le personnel, les organismes sociaux, les fournisseurs et les comptes de régularisation.

La rubrique recettes et crédits à régulariser comprend principalement les virements au titre de la subvention accordée par l'Etat à la Société d'Electricité de Guinée (EDG) pour couvrir ses dépenses de fonctionnement.

NOTE 12. VALEURS IMMOBILISEES

Les valeurs immobilisées comprennent les immobilisations incorporelles et corporelles :

| Valeurs immobilisées | 2016 | Acquisitions/ Dotations | Mises au rebut / en service / Reprises | 2017 |
|--|-----------------|------------------------------------|---|-----------------|
| Charges immobilisées | 0 | 0 | | 0 |
| Immobilisations incorporelles | 11,541 | 1,123 | | 12,664 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 6,719 | 0 | | 6,719 |
| Constructions | 54,249 | 3,599 | | 57,848 |
| Autres | 248,765 | 47,557 | | 296,322 |
| Immobilisations et travaux en cours | 29,065 | | 12,681 | 16,384 |
| Titres de Participation | 81,221 | 3,086 | | 84,307 |
| Autres immobilisations financières | 0,086 | 0 | | 0,086 |
| Avances et acomptes versés sur immobilisations | 0 | 0 | | 0 |
| TOTAL DES VALEURS BRUTES | 431,645 | 42,685 | 12,681 | 474,330 |
| Charges immobilisées | 0 | 0 | | 0 |
| Immobilisations incorporelles | -7,133 | -0,773 | | -7,906 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Constructions | -25,039 | -2,429 | | -27,468 |
| Autres | -142,436 | -26,188 | | -168,623 |
| TOTAL DES AMORTISSEMENTS | -174,608 | -29,390 | | -203,997 |
| Dépréciations | -0,024 | 5,50 | | -5,524 |
| TOTAL DES DEPRECIATIONS | -0,024 | 5,50 | | -5,524 |
| TOTAL DES VALEURS NETTES | 257,014 | | | 264,809 |

Les titres de participations sont constitués par la participation de la Banque Centrale dans le Capital d'Afreximbank, d'AfricaRe et de la Guinéenne de Monétique.

NOTE 13. BILLETS ET MONNAIES EN CIRCULATION

Cette rubrique comprend la valeur faciale des pièces et billets émis par la Banque Centrale, sous déduction de l'encaisse qu'elle détient en francs guinéens.

NOTE 14. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont composées de l'estimation par la Banque Centrale des risques encourus dans le cadre d'affaires pendantes en justice.

NOTE 15. CAPITAUX PROPRES

| Capitaux propres | | 2017 | 2016 |
|-----------------------------------|--------------------------|----------------|----------------|
| Capital social | | 200,000 | 200,000 |
| Réserves | Réserve légale | 30,280 | 23,796 |
| | Réserve spéciale | 53,855 | 53,855 |
| | Fonds social | 19,063 | 14,199 |
| | Autres réserves | 3,429 | 3,429 |
| | Réserves de réévaluation | 21,076 | 0 |
| Résultat à affecter | Report à nouveau | 0 | - 90,267 |
| Écart de réévaluation | Or et argent monétaires | 20,968 | 13,380 |
| Résultat de l'exercice | | 130,160 | 122,691 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | | 478,831 | 341,083 |

L'adoption des normes IFRS (International Financial Reporting Standard) impactera négativement les capitaux propres de la Banque de **GNF 2 957 727 934 507**. Pour atténuer cet impact, il a été convenu avec le Trésor Public la recapitalisation de la BCRG à hauteur du montant ci-dessus. C'est dans ce cadre que le Trésor Public s'est engagé à émettre au profit de la Banque Centrale cinq mille neuf cent quinze (5.915) titres d'État d'une valeur nominale de **GNF 500 millions au taux annuel de 8% sur trente (30) ans**. La réalisation effective de la recapitalisation est subordonnée à la mise en œuvre juridique d'une augmentation de capital qui doit se tenir sur le second semestre 2018.

NOTE 16. PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

| Produits et charges d'intérêts | | 2017 | 2016 |
|--------------------------------------|---------------------------|----------------|----------------|
| Intérêts perçus sur | Titres d'Etat | 196,116 | 196,116 |
| | Comptes de correspondants | 18,223 | 3,100 |
| | Autres | 246,366 | 264,639 |
| TOTAL DES PRODUITS D'INTERÊTS | | 460,705 | 463,855 |
| Intérêts payés sur | Comptes de correspondants | 4,330 | 0,101 |
| | Emprunts auprès du FMI | 5,527 | 1,887 |
| | Autres emprunts | 0 | 0 |
| TOTAL DES CHARGES D'INTERÊTS | | 9,857 | 1,988 |

NOTE 17. GAINS ET PERTES DE CHANGE

| Gains et pertes de change | 2017 | 2016 |
|--|--------------|----------------|
| Gains | 39,443 | 467,048 |
| Pertes | -30,008 | -541,146 |
| TOTAL DES GAINS ET PERTES DE CHANGE | 9,435 | -74,098 |

Au 31 décembre 2017, il a été réalisé un gain de change de GNF 9,435 milliards.

NOTE 18. COMMISSIONS

| Commissions perçues | 2017 | 2016 |
|------------------------------|---------------|---------------|
| Autres commissions | 45,457 | 36,355 |
| TOTAL DES COMMISSIONS | 45,457 | 36,355 |

NOTE 19. REPRISES ET DOTATIONS SUR DEPRECIATION DES ACTIFS

Les reprises de provisions de l'exercice 2017 portent essentiellement sur les portefeuilles et les valeurs à l'encaissement, l'affaire des manquants VNR ECOBANK ainsi que sur la provision sur l'Or monétaire.

Les dotations aux provisions de l'exercice 2017 se chiffrent à GNF 90,720 milliards dont :

- ✓ GNF 81,811 milliards correspondant à une provision constituée pour le dépassement budgétaire dans le cadre du projet Cité BCRG,
- ✓ GNF 5,500 milliards de provision sur les titres de participation de la GUINEENNE DE MONETIQUE et
- ✓ GNF 1,896 milliards de provision pour écart sur encaissement des billets à l'étranger.

NOTE 20. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel est bénéficiaire de GNF 156,881 milliards. Il est essentiellement composé d'une part par :

- les produits exceptionnels issus de l'allègement de la dette au titre du fonds fiduciaire en faveur de la BCRG par le FMI pour GNF 137,836 milliards ;
- des gains réalisés sur les opérations de démonétisations des anciennes coupures de GNF 5.000 pour GNF 24,483 milliards.

D'autre part par :

- les charges exceptionnelles liées à la prise en charge de certaines dépenses d'investissements pour GNF 1,507 milliards ;
- les manquants de caisse pour GNF 0,975 milliards ;
- la contribution de la BCRG au système ACP/ACH et RTGS au compte de l'exercice 2016 pour GNF 0,505 milliards ;
- la régularisation des factures impayées de 2016 pour GNF 0,732 milliards ;
- la prise en charge du solde compte portefeuilles et valeurs à l'encaissement pour GNF 0,285 milliards ;
- les règlements de diverses factures antérieures à l'exercice 2017 pour GNF 0,865.

NOTE 21. LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au cours de l'exercice 2017, la Banque Centrale n'a ni donné, ni reçu d'engagements au titre des garanties. Les engagements résiduels au titre des anciennes garanties sont les suivants pour les deux dernières clôtures :

| Engagement hors bilan au 31 décembre (en millions) | | 2016 | | 2017 | |
|--|-----|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | Donnés | Reçus | Donnés | Reçus |
| Engagements sur marchés publics | EUR | 5,6 | | - | |
| | USD | 100,5 | | - | |
| | GNF | 356 932 | 1 338 777 | 1 118 287 | 1 118 287 |
| TOTAL DES GARANTIES | | 1 338 777 | 1 338 777 | 1 118 287 | 1 118 287 |